



# Hôtel Bangkok-Sahara

Roland Marchal

► **To cite this version:**

| Roland Marchal. Hôtel Bangkok-Sahara. 2006. hal-01065659

**HAL Id: hal-01065659**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01065659>**

Preprint submitted on 18 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Roland Marchal

## **Hôtel Bangkok-Sahara**

Pour l'Afrique, l'année 2006 aura été chinoise. En janvier, était en effet publié à Pékin un livre blanc sur la politique de la Chine populaire à l'égard du continent africain : il tenait à la fois de la justification contre les critiques qui faisaient de la Chine une autre puissance impériale sur le continent et annonçait comme grande ambition la reconstruction d'un lien fort entre pays africains et Chine populaire. En août, le Tchad décidait de rompre ses relations diplomatiques anciennes avec Taiwan et de reconnaître Pékin, moins d'un an après le Sénégal d'Abdoulaye Wade : cette décision, si elle illustrait la marginalisation croissante de la Chine nationaliste en Afrique, soulignait aussi la stratégie continentale de Pékin dans le secteur énergétique. En novembre, un grand sommet sino-africain se tenait dans la capitale chinoise. Tous les pays du continent qui entretiennent des relations avec Pékin y étaient représentés au plus haut niveau ; pourtant à l'Union africaine ne fut accordée qu'un strapontin et le véritable dialogue demeurait au seul niveau bilatéral. Un événement peu remarqué, mais tout aussi significatif, était une conséquence inattendue des élections zambiennes : une émeute détruisait les échoppes des petits commerçants chinois sur le grand marché de Lusaka, un incident de plus dans les relations moins tranquilles qu'il ne semble entre Chine et Afrique.

Si la presse internationale s'intéresse à cette projection de l'Asie – en fait de la Chine populaire – en Afrique, cette présence demeure perçue à un niveau très générique. Le plus souvent, les mêmes thèmes parcourent ces articles : la nouvelle géopolitique énergétique, les enjeux environnementaux – la Chine compte pour 60% des exportations de bois africain –, l'impact de la demande chinoise sur les matières premières – induisant une hausse de la rente mais dont les retombées en terme de croissance locale ne sont pas toujours manifestes. De telles approches, pour légitimes qu'elles soient, se cantonnent aux dimensions conventionnelles de ces nouvelles relations entre Afrique et Asie.

Sont ainsi exclues de l'analyse ou tenues au rang d'anecdotes les formes concrètes de la présence asiatique en Afrique. Les milliers de travailleurs chinois importés dans le cadre de ce nouvel afro-asiatisme ont remplacé, dans l'imaginaire occidental au moins, les médecins aux pieds nus : faut-il pour autant les affubler du statut de bagnards en quête d'une libération anticipée si leur productivité est bonne ? On oublie combien ces contingents d'employés chinois employés dans les grands travaux ne reflètent plus la réalité de l'émigration chinoise sur le continent, que des milliers d'autres tentent leur chance plus individuellement, explorent ces nouveaux marchés armés d'un anglais approximatif, d'une machine à calculer et de spécimens de produits de consommation courante. A force de mettre l'accent sur les gros contrats énergétiques qui mobilisent à juste raison les chancelleries, on tend à laisser hors de vue les multiples entreprises chinoises qui ouvrent (et ferment éventuellement) entrepôts ou manufactures sur le continent, leur capacité à subsister dans un univers pour le moins étranger et à ne pas s'interroger sur leur statut, privé ou public, etc. Pourtant, cette indéfinition du privé et du public qu'on voit aussi à l'œuvre en Chine même renvoie à un débat qui n'est pas dénué d'intérêt en Afrique. Enfin, sans surprise, la présence asiatique demeure restreinte au seul activisme actuel de la Chine populaire et met un peu rapidement entre parenthèses la Corée du sud, le Japon, l'Inde, l'Indonésie dont les produits manufacturés sont présents – plus que jamais - sur les marchés africains.

C'est dans un esprit relativement différent que j'ai mené mes propres enquêtes au cours de plusieurs séjours en Asie, en 1999, 2000, 2002, 2004 et 2006<sup>1</sup>. Ma problématique entendait mettre l'accent sur deux aspects qui se conjuguent sous l'égide de la globalisation. D'une part, il s'agissait de mettre l'accent sur les ambiguïtés d'un afro-asiatisme qui a

---

<sup>1</sup> Voir mon ouvrage, *Afrique-Asie: une autre mondialisation*, Paris, Presses de Sciences-Po, à paraître au printemps 2007.

considérablement évolué depuis son émergence dans les années 1950 et montrer, ou confirmer, combien ce dialogue entre pays des deux continents demeurait inégal, subalterne à d'autres logiques relationnelles avec les pays centraux. Au-delà de l'accès à des matières premières stratégiques, l'Afrique représente un enjeu dans la construction d'un rapport de forces diplomatique ou politique entre la Chine et les Etats-Unis comme le montre la crise du Darfour, ou entre la Chine et le Japon comme on l'a vu en septembre 2005 lors de la nième tentative avortée d'une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. De l'autre, il s'agissait de s'intéresser aux fantassins de cette globalisation, à tout le moins les fantassins africains, c'est-à-dire à ceux qui, depuis les indépendances, mais surtout les années 1980, n'ont cessé par leurs voyages entre les deux continents, la circulation des biens qu'ils ont organisée, les pratiques de consommation qu'ils ont introduites de donner plus de chair à cette globalisation, d'irriguer leur société d'une vision de la modernité qui ne renvoyait à la seule centralité coloniale.

Dans le cadre de cette recherche collective sur l'anthropologie du voyage, il est donc apparu assez logique de se concentrer sur la Thaïlande, un pays qui paraît un peu à la marge de ce renouveau de l'afro-asiatisme. D'abord parce qu'il semble remisé par l'émergence de la Chine et que, à cause de sa taille et de son savoir-faire, il ne peut avoir les ambitions de la Chine populaire ou de l'Inde. Ensuite, parce que l'Afrique n'a jamais appartenu à sa sphère d'intérêt pendant la période contemporaine, à l'inverse d'un pays comme le Japon qui a connu une véritable mode africaine jusque dans les années 1930, et qui est, depuis le début des années 1980, dans le peloton de tête des donateurs pour le continent africain. Enfin, parce que comme on va le voir plus avant, les commerçants africains ont plus tôt que dans d'autres pays asiatiques, entrepris le voyage à Bangkok pour vendre et acheter et ont fait durant de longues années de la capitale thaïlandaise une véritable plaque tournante pour leurs voyages asiatiques. La marginalité officielle du « haut » ne correspondait pas la réalité du commerce de valises et des échanges du « bas ».

Pour éclairer cette rencontre de deux réalités, cette étude tente tout d'abord une périodisation de cette présence et une description de cet intérêt des opérateurs du continent noir, telles que les ont restituées les entretiens avec des commerçants thaïlandais et africains. Cette première approche, à la fois approximative et structurante, se poursuit ensuite par une description des sites dans et par lesquels s'effectuent ces côtoiements et ces échanges. Elle

débouche bien sûr sur les itinéraires personnels et se conclut par une mise en regard avec d'autres situations de circulation migratoire.

## Le temps du monde

A l'inverse de la Chine populaire, la Thaïlande n'a pas, au moment des indépendances, une politique extérieure ambitieuse vis-à-vis de l'Afrique. Elle n'a donc pas défini des intérêts qui transcendent sa réalité régionale pour viser le continent africain. Certes, on pourrait faire référence à d'autres périodes historiques durant lesquelles d'autres formes de globalisation ont prévalu<sup>2</sup>. On constaterait alors que les anciens royaumes Siam avaient entretenu avant la colonisation européenne de l'Afrique des rapports commerciaux, comme d'ailleurs d'autres pays de la région<sup>3</sup>. Mais il est vrai que ces derniers sont le fait de ces grands réseaux commerciaux transcontinentaux à travers le détroit de Malacca dont les destinations finales restaient les grands ports chinois et japonais<sup>4</sup>.

Au moment des indépendances, il y eut certes l'afro-asiatisme à la suite de la conférence de Bandung mais l'implication thaïlandaise y fut fugace, proprement symbolique. De toutes façons, comme l'ont noté tous les observateurs, les niveaux de développement et la spécialisation économique des pays africains et asiatiques à la fin des années 1950 étaient tels que s'ils avaient en commun le sous-développement, ils ne pouvaient espérer en sortir, en mobilisant ce qu'on n'appelait pas encore une coopération Sud-Sud.<sup>5</sup>

A l'inverse de la Chine –les Chines devrait-on dire – qui offrait dès la fin des années 1950 des bourses en nombre croissant pour former des cadres civils et militaires africains, la Thaïlande n'a pas, pendant près de trois décennies, mis en place de dispositif particulier pour aider les pays africains. Si les transferts de technologie ont été pratiquement inexistants, Pékin

<sup>2</sup> Philippe Norel, *L'invention du marché. Une histoire économique de la globalisation*, Paris, Le Seuil, 2004.

<sup>3</sup> Kennon Breazeale (ed.), *From Japan to Arabia : Ayuttaya's Maritime Relations with Asia*, Bangkok, Toyota Thailand Foundation, 1999. Anthony Reid, *Charting the Shape of early Modern Southern Asia*, Bangkok, Silkworm Books, 1999. Lire également le chapitre consacré à ce pays dans John Wills, *1688, une année dans le monde : Lima, Pékin, Venise...*, Paris, Autrement, 2003.

<sup>4</sup> Janet L. Abu-Lughod, *Before European Hegemony. The World-System A. D. 1250-1350*, New York, Oxford University Press, 1989. Joseph E. Harris, *The African Presence in Asia*, Evanston, Northwestern University Press, 1972. André Gunder Frank, *ReOrient: Global Economy in the Asian Age*, University of California Press, Berkeley, 1998. Denys Lombard et Jean Aubin (éds.), *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'Océan indien et la Mer de Chine, 13<sup>ème</sup>-20<sup>ème</sup>*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1988.

<sup>5</sup> Jean Coussy, « Idéologie, diplomaties et intérêts dans les relations économiques afro-asiatiques », *Politique Africaine*, n° 76, décembre 1999.

a multiplié les missions de « médecins aux pieds nus », techniciens agricoles et autres ingénieurs qui ont eu un impact réel, même si minime, dans les sociétés qui les ont accueillis, au point de forger jusque dans les années 1990 une représentation sympathique des coopérants chinois à opposer bien sûr à la supposée arrogance nimbée de colonialisme des cadres occidentaux<sup>6</sup>. Il faut attendre la deuxième moitié des années 1990 pour que des structures d'accueil et de formation de cadres africains se mettent en place en Thaïlande, surtout dans les domaines de la pêche, de l'agriculture et des technologies adaptées.

Le décollage économique de la Thaïlande a donc peu à peu altéré l'indifférence polie de Bangkok. Jusqu'à aujourd'hui, ces évolutions demeurent relativement modestes malgré les dénégations des diplomates thaïlandais qui évoquent une année 2005 toute entière tournée vers l'Afrique<sup>7</sup> et une année 2006 durant laquelle l'Afrique serait restée présente dans l'agenda diplomatique de Bangkok, malgré le coup d'Etat et ses implications diplomatiques. A voir.

Le plus souvent, ce sursaut en direction du continent est fonction d'autres intérêts que ceux des considérations bilatérales entre le continent africain et la Thaïlande. L'Afrique n'est certes pas la priorité du secteur privé thaïlandais et ne l'est pas devenue, malgré la croissance soutenue du commerce extérieur depuis les deux dernières décennies. Mais les autorités gouvernementales ont mieux mesuré dans les années 1990 l'intérêt que ce continent pouvait avoir pour leur pays. Un moment charnière a été la fin de l'apartheid et l'émergence de l'Afrique du sud sur la scène internationale. En effet, il faut se rappeler que l'ANC avait eu de très bonnes relations avec des pays actifs au sein du Mouvement des non-alignés<sup>8</sup> et que son prestige était grandi par l'admiration de l'Occident pour un Nelson Mandela, personnage hors pair de la réconciliation nationale. La Thaïlande, comme d'autres pays asiatiques, n'a pas pu ignorer un tel basculement de l'ordre politique en Afrique australe et, jusqu'à aujourd'hui,

---

<sup>6</sup> Sans vouloir insister ici sur un point annexe, cette représentation n'a jamais été universelle dans les pays où travaillaient les coopérants chinois et, surtout, elle a été réévaluée au fur et à mesure que les opportunités économiques se réduisaient. Un coopérant occidental, comme le disent aujourd'hui les Soudanais, c'est la location d'une maison, des emplois, un niveau de consommation qui autorise d'emblée une certaine redistribution sociale... Voir pour une description haute en couleurs, Ali Abdalla Ali, *The Sudanese-Chinese Relations, before and after Oil*, Khartoum, Sudan Currency Printing Press, 2006.

<sup>7</sup> Entretiens au ministère des Affaires étrangères thaïlandais, novembre 2006.

<sup>8</sup> On pense, outre le camp philo-soviétique, à des pays comme la Malaise de Mahathir Mohamed.

c'est l'Afrique du Sud qui demeure son principal partenaire commercial sur le continent malgré l'établissement récent des relations diplomatiques<sup>9</sup>.

La Thaïlande a par exemple réussi à faire élire un ancien ministre, Dr. Supachai Panichpakdi, comme Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de 2001 à 2005 avant qu'il ne soit nommé par Kofi Annan, Secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) jusqu'en 2009, deux nominations qui ne sont pas faites sans un important soutien africain. Les motivations économiques sont devenues plus importantes depuis la crise financière de 1997/1998<sup>10</sup>. Sous l'aiguillon de l'activisme chinois, face à la crise de certains secteurs de sa propre économie, le gouvernement thaïlandais a dû se résoudre à considérer avec plus d'attention les politiques de ces voisins vis-à-vis du continent africain : après le Japon, la Corée du sud et Taiwan qui ont depuis de longues années développé des échanges tout à fait profitables avec le continent noir, c'est aujourd'hui la Chine et l'Inde qui n'hésitent plus à en faire des priorités depuis 2000. Il lui faut donc s'adapter à cette nouvelle donne. Et peut-être, est-ce la Corée du sud qui apparaît pour Bangkok le modèle à suivre tant ce pays semble le plus comparable à la Thaïlande.

Pour le ministère des Affaires étrangères thaïlandais, il s'agit de mettre en œuvre un pan nouveau d'une politique « Regarder vers l'Occident » qui ne se limiterait plus à considérer simplement les Etats-Unis et l'Europe, par ailleurs et de très loin, les principaux partenaires commerciaux, Chine populaire mise à part. Celle-ci fait écho à la politique africaine actuelle qu'on peut, quant à elle, caractériser par un « Regarder vers l'Est »<sup>11</sup> dont on a dit en introduction le succès actuel. Pourtant, les visites n'ont pas le rythme et le niveau de celles des autorités chinoises sur le continent africain...

Les obstacles sont nombreux. Comme dans d'autres pays asiatiques, l'Afrique est perçue par l'opinion publique comme un continent lointain dont la représentation commune est relativement négative. L'image de l'Afrique est souvent déplorable : guerres, famines (et

<sup>9</sup> Sans surprise, ce sont les relations avec l'Afrique australe qui, au niveau du commerce officiel, sont les plus suivies. Il est vrai que ces relations sont en fait plus anciennes que l'ouverture des relations diplomatiques entre Pretoria et Bangkok en 1995. Durant la période d'apartheid, le commerce allait bon train mais il fallait passer par Madagascar ou Maurice pour éviter les récriminations internationales.

<sup>10</sup> Pour une analyse de celle-ci, voir Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard, Paris, 2002

<sup>11</sup> Petit clin d'oeil à la Malaisie de Mahathir... Voir David Camroux, *Looking East. Internal Factors in Malaysia's Foreign Policy during the Mahathir Era 1986-1994*, Griffith University, Center for the Study of Australia-Asia Relations, Nathan, 1994. R. S. Milne et Diane K. Mauzy, *Malaysian Politics under Mahathir*, Londres et New York, Routledge, 1999.

donc absence de pouvoir d'achat), corruption (qui, comme on le sait, est un monopole africain...), absence de système juridique adéquat sont les arguments les plus souvent avancés. Une délégation d'hommes d'affaires thaïlandais s'était fait agresser à Johannesburg en 2000 et que cet incident a refroidi quelques enthousiasmes. Cette agression reste citée des années plus tard, alors que la situation sécuritaire en Thaïlande n'est pas perçue comme la meilleure, un diplomate sud-africain notant en novembre 2006 que le taux de criminalité est plus élevé en Thaïlande qu'il ne l'est en Afrique du sud<sup>12</sup>. Ou alors, à l'instar du Japon, l'Afrique est le continent des réserves, des animaux sauvages, d'une nature inaltérée et des longs reportages qu'on peut regarder sur les chaînes de télévision décrivent cette beauté d'un Eden pas encore affecté par la modernité en s'efforçant de ne pas trop s'attarder sur la population, un peu inutile sauf pour préparer le gîte ou les points d'observation... Un des nombreux scandales qui émaillent les dernières années du règne du premier ministre Taksin Shinawatra concerne d'ailleurs la création d'une réserve dans la région d'origine de Taksin, à Chiang Mai, qui devait attirer des touristes en grand nombre. Las, ce projet provoquait de grandes controverses car des animaux peuplant cette réserve avaient été importés illégalement d'Afrique (notamment du Kenya). La réputation sulfureuse de son responsable depuis un passage dans une des directions du Ministère des forêts était confirmée...

D'autre part, la présence diplomatique de la Thaïlande est mineure sur le continent africain : il n'y a que trois ambassades en Afrique sub-saharienne, Pretoria/Tswana, Dakar et Nairobi, l'ambassade à Lagos ayant été fermée en 1996 tant pour des raisons budgétaires qu'à cause de l'insécurité régnant dans cette ville. Cette dernière doit rouvrir à Abuja et un consulat général fonctionne aujourd'hui à Madagascar, preuve que la communauté thaïlandaise s'est agrandie dans ce pays et que l'attrait pour les pierres semi-précieuses n'a fait que s'aiguïser dans les dix dernières années. Il y a également une ambassade en Egypte et au Maroc. De plus, un réseau d'une dizaine de consuls honoraires paraît jouer un rôle significatif. Seuls, cinq pays du continent sont représentés diplomatiquement à Bangkok, l'Egypte, le Maroc, l'Afrique du sud, le Nigeria qui l'a ouverte au début de l'année 2000 et le Kenya qui l'a ouverte en 2006<sup>13</sup>.

Si les diplomates thaïlandais reconnaissent la faible représentation diplomatique, ils insistent d'avantage sur le rôle stratégique qu'auraient les pays considérés comme portes

<sup>12</sup> Entretien Bangkok, novembre 2006.

<sup>13</sup> Consulter le site du ministère des Affaires étrangères thaïlandais: <http://www.mfa.go.th/web/1.php>



d'entrée sur des régions du continent. Pour n'être pas original, l'argument a certes quelque validité<sup>14</sup>. Le grand événement est en effet la réinsertion de l'Afrique du sud dans la société internationale et la possibilité d'utiliser ce pays comme porte d'entrée au début pour la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et plus généralement pour l'Afrique utile. Maurice suscite aussi un intérêt certain car, pour quelques années au moins, il a été possible au prix de certains investissements de manufacturer des produits moins pour le marché africain que pour l'Union européenne et les Etats-Unis, suite aux nouvelles facilités adoptées par ces deux entités.

Il n'en reste pas moins que les réalités sont plus contournées. Ainsi, certains commerçants sud-africains rencontrés à Bangkok n'exportent pas toujours les biens achetés en Asie directement vers l'Afrique du sud à cause de contrôles douaniers qui semblent y être menés avec plus de rigueur qu'ailleurs. Mieux vaut faire transiter ces marchandises par le Lesotho, le Swaziland ou le vertueux Botswana : les contrefaçons n'y seront pas confisquées et grâce aux accords de libre-échange au sein de la SACU (Union douanière d'Afrique australe) se retrouveront vite sur les principaux marchés sud-africains...

Il existe aujourd'hui des investissements miniers à Madagascar pour le jade, des restaurants thaïlandais en Afrique du sud. Certes, à l'inverse de Taiwan, de la Malaisie et de l'Indonésie, il n'existe pas encore de véritable communauté thaïlandaise installée en Afrique du sud et capable donc d'explorer les marchés locaux pour y trouver les mêmes opportunités ou contester certains monopoles de fait<sup>15</sup>. Il existe une Chambre de commerce thaï-sud-

<sup>14</sup> D'autres raisons, plus sectorielles, militent pour une présence plus affirmée sur le continent africain. Deux exemples peuvent être donnés ici. En 1999, les Thaïlandais n'avaient que cinq bateaux de pêche qui opéraient à proximité de Madagascar, alors que les Japonais en avaient eux plusieurs dizaines. L'essentiel de la flotte thaïlandaise se concentrait à proximité de l'Indonésie où l'on comptait plus de 1 200 bâtiments. Or l'Indonésie restreignait peu à peu l'accès à ses eaux aux bateaux enregistrés à l'étranger : du coup, au moins 200 d'entre eux étaient dans une situation précaire. Soit ils s'associaient avec une compagnie locale, soit ils devaient pêcher dans de nouvelles zones. Cet ailleurs depuis le début des années 2000 est progressivement devenu les côtes du Mozambique, de la Tanzanie, et de la Somalie dont plusieurs délégations ont été reçues depuis 2000. La joaillerie n'a certes pas le poids du textile et de l'industrie électronique en Thaïlande mais ce secteur représente malgré tout 3,5 % des exportations totales en 1999. La concurrence avec le Vietnam, la Chine et l'Inde est sévère d'autant que la main d'œuvre y est moins chère. Aussi, les entrepreneurs de ce secteur voient l'Afrique, notamment l'Afrique du sud et la Tanzanie (et bien d'autres pays en guerre si l'on en croit les commerçants africains), comme des marchés fournisseurs où il faut gagner un accès privilégié. C'est là l'une des principales motivations de l'ouverture d'un consulat général à Madagascar.

<sup>15</sup> Par exemple, les pièces détachées pour voiture proviennent pour l'essentiel de Taiwan (51 %), de la Chine (18 %) et de l'Inde (20 %) mais la Thaïlande pourrait à terme décrocher une part significative de ce marché. Ce sont des groupes indiens de Durban qui contrôleraient l'essentiel du marché d'importation d'après la banque sud-africaine, ABSA. De fait, les commerçants thaïlandais qui ont réussi à y prendre place ont dû s'appuyer sur des interlocuteurs taiwanais. Voir le compte-rendu de mission dans le *South Africa in Thailand 1999-2000 Handbook and Directory* publié par la Chambre de commerce et d'industrie du même nom.

africaine mais après quelques opérations spectaculaires, elle s'est largement cantonnée au rôle de club où se retrouvent les employés sud-africains en poste dans des grandes compagnies nationales ou internationales en Thaïlande. Les officiels de l'ambassade de l'Afrique du sud à Bangkok la considèrent comme une bonne idée qui n'a pu durer faute de véritable engagement des secteurs privés des deux pays.

Si une telle description est nécessaire et insiste sur la faible densité des relations au niveau officiel, tout autre est l'intérêt des opérateurs africains pour ce pays, comme on va le voir dans la suite...

### **Le temps de l'Afrique**

L'intérêt africain pour la Thaïlande débute au début des années 1980 lorsque ce pays, à l'instar d'autres pays du sud-est asiatique, connaît une croissance économique forte dopée par les exportations. Cet intérêt va se nourrir de trois caractéristiques : le commerce du textile, le travail des pierres semi-précieuses, la facilité de l'accès au marché thaïlandais. Il faut peut-être également aussi mentionner un quatrième aspect qui a eu au tout début un rôle significatif : le trafic de drogues.

Ces trois facettes ne sont cependant pas les seules explications possibles ; de plus, elles ont varié en intensité comme on va le voir. D'autres aspects doivent également être pris en compte et s'inscrire plus nettement encore dans la logique du voyage : le fait que la Thaïlande ait été, du fait de sa forte spécialisation touristique, une plaque tournante des transports aériens régionaux ; le fait aussi qu'elle avoisinait des zones productrices de drogues naturelles ou synthétiques....

Sans revenir ici en détail sur ce dernier aspect, le trafic international de drogues est aussi un produit et une cause du développement de l'économie thaïlandaise. L'économie souterraine que ce trafic a générée est difficile à mesurer : certains analystes évoquent 20% du PIB, d'autres près du double<sup>16</sup>. Ce qui est sûr est que les premières mentions d'Africains dans

---

<sup>16</sup> Hervé Ancel et Xavier Raufer, *Trafics et Crimes en Asie du sud-est : le Triangle d'Or*, Presses universitaires de France, Paris, 1998. Sébastien Proto, *L'économie souterraine en Thaïlande*, DREE-Mission économique de l'ambassade de France en Thaïlande, Bangkok, novembre 2002. Pasuk Phongpaichit, Singkidh Piriyarangsarn et

les médias thaïlandais sont liées aux activités de mafias nigériennes dans ce domaine dès le début des années 1980. Selon des policiers rencontrés au cours de cette recherche, cette présence culmine au début des années 1990 lorsque des arrestations en chaîne sont menées et obligent les réseaux criminels impliqués dans cette activité, essentiellement nigériens, à se replier.

Les mafias nigériennes ne cessent pas pour autant leurs activités qui, alors, s'internationalisent et se régionalisent davantage<sup>17</sup>. D'une part, les « mules » ne peuvent plus être des Nigériens : ceux-ci ont hérité de cette période un profil criminel qui les poursuit jusqu'à aujourd'hui, un profil qui les incite d'ailleurs souvent à emprunter d'autres passeports (car disent-ils, « A la frontière un Noir est un Noir pour la police de l'émigration ») et nuit aux autres activités pas toujours aussi criminelles pour lesquelles ils ont acquis une expertise reconnue internationalement (419, faux billets, etc.)<sup>18</sup>. Il leur faut donc avoir recours à d'autres nationalités et, souvent, ce sont des Occidentaux ou des Proche Orientaux qui sont embauchés pour le transport. Reste qu'ils ont toujours la même importance dans la filière<sup>19</sup>. D'autre part, cette efficacité relative de la répression a incité ces réseaux à se régionaliser davantage. Même si la drogue continue à être produite très majoritairement en Birmanie – en fait dans des laboratoires situés à proximité de la frontière pour les drogues synthétiques comme la métamphétamine -, avant d'être expédiée vers les marchés occidentaux, elle est transportée dans un autre pays de la région moins bien surveillé, comme la Malaisie ou l'Indonésie. En ce sens, la drogue est donc un argument supplémentaire pour l'ouverture de nouveaux espaces aux opérateurs africains car si les trafiquants jouent éventuellement un rôle initiatique, d'autres s'y rendent alors pour prospecter de nouveaux marchés plus ordinaires et commercer.

---

Nualnoi Treerat, *Guns, Girls, Gambling and Ganja. Thailand's Illegal Economy and Public Policy*, Silksworm Books, Chiang Mai, 1998.

<sup>17</sup> Stéphane Quéré, *Les clans criminels nigériens*, Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, Université de Paris I, Paris, octobre 2001. Mark Shaw, « West African Criminal Networks in South and Southern Africa », *African Affairs*, vol. 101, n° 404, juillet 2002.

<sup>18</sup> Pour une discussion, voir le chapitre 4 de mon livre précité.

<sup>19</sup> Durant les différents terrains effectués par l'auteur, il lui a arrivé ainsi deux fois, en 2000 et en 2006, d'être mis sous pression physique pour quitter des lieux et arrêter de poser des questions par des Nigériens à la stature impressionnante (l'auteur n'est pas du même acabit...). En 2000, la semaine précédant l'arrivée de l'auteur, la police avait démantelé un réseau de drogue, des Sénégalais avaient été arrêtés (telle était du moins la rumeur) et donc les policiers français étaient vus partout, en référence à la mise en déroute d'un réseau de drogue important dirigé par un Sénégalais-Ghanéen-Nigérien en 1998 où les autorités françaises avaient agi de concert avec la police thaïlandaise...

C'est, semble-t-il, au dire des diplomates thaïlandais<sup>20</sup>, la recrudescence de ce trafic de drogue en 2002 qui aurait suscité en décembre de cette même année une vaste opération de police pour contrôler le statut des Africains résidant alors dans le pays. Il est vrai qu'au lendemain de la crise financière de 1997/1998, la diffusion de drogues synthétiques, notamment d'amphétamines, avait connu un saut qualitatif important laissant augurer une transformation du statut de la Thaïlande, non plus de pays interface dans le trafic international de drogues synthétiques mais en pays fondamentalement consommateur. Si les Africains étaient alors soumis à de nombreux contrôles et souvent expulsés sans trop de juridisme, les autorités lançaient quelques mois plus tard une opération qui allait être sanglante (2600 morts recensés, 327 224 toxicomanes en cure, 52374 personnes arrêtées)<sup>21</sup>. En novembre 2006, la question du trafic de drogues, de son importance et de ses prolongements régionaux, était considérée au moins temporairement résolue par les diplomates rencontrés à Bangkok.

On peut aussi relier les expulsions de visiteurs africains à d'autres événements, même si les liens sont plus diffus. Après le 11 septembre 2001, la signification de certains actes ou trafics auparavant déconsidérés a été réévaluée : le trafic de faux passeports, dont Bangkok a été un temps un haut lieu, ou aussi le transfert informel de fonds (*havala* criminalisé depuis les tragiques attentats sur le sol américain) qui pourtant ne concernait pas la grande majorité des vrais commerçants africains qui utilisent plutôt le secteur bancaire traditionnel.

Mais la Thaïlande n'est pas réductible à cette seule dimension criminogène et elle bénéficie jusqu'à aujourd'hui de sa spécialisation industrielle : d'une part, le textile, et, de l'autre, la taille et la coupe des pierres semi-précieuses.

En effet, au début des années 1990, le secteur textile représente près de 13% des exportations de la Thaïlande et est, après le secteur primaire, celui qui est le plus créateur d'emplois. On estime en 2004, alors que ces exportations ne représentent plus en valeur que 4,5% du total, qu'il emploie près de 1 million de personnes sur une population estimée à 62 millions. En fait, ce secteur a de nombreux avantages pour les Africains qui viennent dès le milieu des années 1980 acheter à Bangkok. On va en citer trois qui sont structureaux et demeurent valides jusqu'à aujourd'hui.

<sup>20</sup> Entretiens, novembre 2002.

<sup>21</sup> Voir la description qu'en fait par exemple Nicolas Revise, *Le système Taksin : coup de frein au processus de la démocratisation ou « voie thaïlandaise » vers la démocratie*, Paris, Etudes du CERI, n° 115, juin 2005.

Le premier est la qualité. A l'inverse du marché chinois, comme le disent pratiquement tous les commerçants interrogés, « la couleur reste ». On ne craint pas de laver un T-shirt ou un jeans acheté en Thaïlande, alors qu'on prend un risque à faire de même avec un produit acheté en Chine. La sémantique de cette qualité est à déconstruire. S'il y a un réel savoir-faire thaïlandais, il y a aussi une réalité du marché : à qualité égale mais supérieure à la moyenne, les produits chinois se révèlent souvent aussi chers ou sont inabordables car il faut alors en acheter des quantités importantes. De plus, il y a une valeur ajoutée au travail du textile thaïlandais par le fait que des grandes marques populaires comme Levi Strauss, Walt Disney, Tommy Hilfiger (mais aussi Nautica) sont des commanditaires<sup>22</sup>. On est donc plus près de la mode qu'on ne l'est en Chine. Cela est également vrai à cause d'une autre caractéristique du secteur thaïlandais, qui est moins valide dans le cas chinois et qu'on va expliciter maintenant.

Le second avantage comparatif, en effet, est la structure de ce secteur, c'est-à-dire notamment l'existence d'une myriade d'ateliers et d'entreprises moyennes qui sont accessibles, copient les modèles et s'adaptent aux commandes d'opérateurs africains modestes, qui ne disposent le plus souvent que d'à peine plus de 10 000 à 20 000 Euros ou dollars. A l'inverse du secteur chinois, on peut ici passer commande pour quelques dizaines d'exemplaires d'une pièce (si déjà confectionnée) ou plusieurs centaines d'une copie d'un modèle qu'on fournit. En Chine, les usines n'acceptent que des ordres qui sont dix fois plus importants, ce qui d'emblée a des implications sur le capital commercial, la diversité des biens que les commerçants veulent/peuvent acquérir, comme d'ailleurs les catégories de clientèle qu'ils espèrent attirer.

Le troisième avantage est que les produits dérivés sont aussi accessibles. Même si les chaussures ou les vêtements pour enfants sont moins coûteux à Canton, on peut compléter ici des achats faits ailleurs, choisir en fonction du segment le plus privilégié de sa clientèle, etc.

L'autre grand secteur est bien sûr la joaillerie. A cause de l'existence de mines de rubis à Chandhaburi, les artisans thaïlandais ont acquis une grande maîtrise dans la coupe et la chauffe des pierres semi-précieuses. Lorsque les mines ont commencé à se tarir, ils ont

---

<sup>22</sup> Argument souvent utilisé par les commerçants africains qui disent que leurs jeunes clients sont abreuvés de clips vus sur MTV et de grands spectateurs de Fashion TV. Il y a là une « obsession » de la mode qu'on ne retrouve pas pour une clientèle plus âgée, sauf peut-être au Nigeria.

travaillé celles d'autres pays de la région, à commencer par les pierres commercées par les Khmers rouges et les trafiquants birmans. Deux remarques s'imposent. D'une part, cette expertise ne s'applique pas aux diamants : il faut, pour cela, aller à Anvers, en Israël, en Inde ou en Chine, même si ces deux derniers pays n'ont pas dans ce domaine très particulier, la meilleure des réputations pour ce qui touche à la qualité du travail. D'autre part, d'autres pays de la région (Inde et Chine) ont aussi une expertise pour les pierres semi-précieuses mais, comme dans le textile, la qualité thaïlandaise est plus reconnue hier et aujourd'hui.

La chance des joailliers thaïlandais a été la construction de la forteresse Europe avec une réduction drastique des visas pour les Africains ou, pour le dire plus diplomatiquement, un accroissement des conditions d'obtention des visas. Jusqu'au milieu des années 1980, beaucoup de vendeurs africains faisaient ce négoce avec l'Allemagne qui jouait au niveau européen, le rôle de la Belgique pour le diamant. Las, la fermeture relative des frontières incitait à chercher ailleurs : la Thaïlande a vite été identifiée comme un pays plein d'opportunités. Elle l'est devenue d'autant plus facilement qu'il était loisible aux commerçants « de cailloux » de faire des emplettes avant de rentrer au pays et ainsi d'accroître leurs profits.

Il est clair que ce marché s'est développé notamment à cause d'une baisse de contrôle en Afrique sur l'extraction des pierres et la multiplication de réseaux de contrebande transnationaux. La campagne internationale sur les « diamants de sang », toute à sa morale irréprochable, met entre parenthèses le fait que depuis longtemps des réseaux d'exploitation et d'exportation de pierres ont existé sans provoquer la moindre émotion de ladite société civile internationale alors que les conditions des mineurs et souvent même l'identité des membres de ces réseaux n'ont pas fondamentalement changé.

Deux autres facettes de la réalité thaïlandaise expliquent le succès de cette destination. D'une part, l'obtention des visas est restée longtemps d'une grande facilité, notamment pour les Africains. Ce n'est qu'après les expulsions de 2002 que les conditions d'obtention se sont durcies, obligeant la plupart des citoyens africains – à l'exception notable de ceux originaires d'Afrique du sud – à demander un visa. Cette mesure est à la fin 2006 en réexamen car elle apparaît doublement contre-productive. D'une part, elle limite bien sûr l'accès au territoire de consommateurs potentiels et, même si le textile ne joue plus le rôle d'antan, il faut nourrir la croissance et créer des emplois. De l'autre, la plupart des Africains sont obligés, du fait des

lignes aériennes qu'ils empruntent, de passer par Hong-Kong où les attendent des commissionnaires qui les incitent évidemment à faire affaire avec eux et les entraînent à Shenzhen, de l'autre côté de la zone administrative spéciale, ou même à Canton où ils peuvent passer les ordres qu'ils désirent. D'un point de vue économique, jamais décision n'aura été prise à un si mauvais moment puisque c'est juste après que la Chine populaire a ouvert ses portes pour doper encore ses exportations, au grand dam des autres « tigres » et « dragons ».

De l'autre, la Thaïlande est l'une des grandes destinations touristiques asiatiques et Bangkok est desservie par de nombreuses lignes à bas coût ou qui offrent des tarifs promotionnels. Jusqu'à l'ouverture de la Chine populaire en 2002, plusieurs compagnies africaines ou desservant l'Afrique desservaient Bangkok : non seulement les traditionnelles compagnies européennes, mais aussi South African Airways, Ethiopian, Egypt Air et Emirates. Après 2002, le marché a évolué. South African Airways a fermé sa ligne sur Bangkok en 2003 pour en ouvrir une immédiatement sur Hong-Kong qui fait depuis office de plaque tournante pour elle<sup>23</sup>. Mais d'autres compagnies, comme Etihad, Qatar Airways et Kenyan Airways ont fait leur apparition et ont acquis une grande renommée.

Le cas de Kenyan Airways est particulièrement intéressant car il montre en quelque sorte l'effet en retour qu'implique une projection sur l'Asie. La ligne a eu un tel succès que le nombre de vols par semaine a été augmenté puis que Hong-Kong a été desservi. De ce fait, une ambassade du Kenya a été ouverte à Bangkok, même si son personnel semble plus intéressé à ses petites affaires qu'aux questions diplomatiques, suivant en cela l'ambassade du Nigeria<sup>24</sup>. Mais la véritable réussite est ailleurs : les clients de cette compagnie aérienne ne sont que marginalement (environ un quart) originaires d'Afrique de l'est. Pour le reste, ils viennent essentiellement d'Afrique australe, notamment d'Afrique du sud, mais aussi substantiellement d'Afrique de l'ouest<sup>25</sup> : Guinéens, Maliens, Sénégalais n'ont plus ainsi à obtenir les visas nécessaires au transit dans les pays européens. Le résultat est aussi que Nairobi est en train de devenir une capitale du continent, à l'instar d'Addis-Abeba ou de Johannesburg. On trouve aujourd'hui dans certains quartiers de Nairobi des communautés nigériane (peu appréciée une fois de plus) mais aussi ghanéenne et francophone qui sont le produit involontaire de ce développement aérien.

<sup>23</sup> Thaï Airways devrait en 2007 ouvrir un vol direct entre les deux capitales.

<sup>24</sup> L'auteur aura multiplié les appels, se sera rendu deux fois à des rendez-vous dans ces ambassades sans jamais être reçu....

<sup>25</sup> Entretien avec le directeur de Kenyan Airways à Bangkok, novembre 2006.

Une autre facette d'une Thaïlande perçue comme destination touristique porte sur les conditions de vie. Plusieurs commerçants et commerçantes d'Afrique centrale par exemple opposent, pendant les entretiens avec l'auteur, la Thaïlande bouddhiste et Dubaï, « où la religion est omniprésente », où ils/elles avaient débuté leur voyage et s'y approvisionnaient. C'est sans nul doute une façon outrée de grossir le trait, surtout lorsqu'on sait qu'avec la guerre en Irak et en Afghanistan, l'émirat est devenu un grand centre touristique avec toutes les libéralités que cela suppose et qu'il y existe même (à Bur Dubaï, pas très loin de la plage de Jumeirah), plusieurs petits hôtels où l'on joue de la musique congolaise le soir et où l'eau minérale n'est pas la seule boisson possible. Mais, il est vrai que la mosquée joue un rôle central dans la socialisation des milieux d'affaires, un accès qui leur est interdit. Cette exclusion n'est pas ressentie dans le cas de Bangkok. Ou plutôt, elle est tellement plus grande qu'elle n'a pas la même valeur : l'étrangeté absolue, en fait, produit une proximité plus grande qu'une distance relative telle que celle qui peut exister entre un commerçant arabe et son collègue africain. Surtout, comme on le lira plus avant, Bangkok est une ville de tolérance. La population locale considère avec beaucoup d'apparente indifférence tous ces étrangers, les policiers sont certes devenus plus inquisiteurs qu'ils ne l'étaient avant 2002 mais cela reste mineur, eu égard aux problèmes qui seraient rencontrés en Europe. La vie y est facile, peu chère et sans trop de tabous pour qui sait se tenir dans la sphère publique.

Sur la base de ces descriptions, on peut maintenant essayer d'esquisser une périodisation. Une première période, celle de la seconde moitié des années 1980, est inaugurale. Elle fait figure pour les plus anciens de période pionnière : celle de la découverte d'un marché, d'opportunités, du reclassement possible par exemple de vendeurs de « cailloux » en commerçants de textile ou d'objets vestimentaires, une conversion qui est plus rare dix ans plus tard. On l'a dit, l'effet d'entraînement est produit par la vente des pierres brutes et sans doute par la découverte d'un trafic de drogue très profitable. Mais comme cette époque est aussi celle de la montée en puissance de l'industrie thaïlandaise, on a rapidement le passage à une seconde période moins criminalisée et plus en phase avec les besoins des marchés africains. Cette seconde période va du début des années 1990 jusqu'à la crise de 1997. Elle voit aussi une évolution de l'intérêt africain avec une place plus grande donnée à certains produits électriques et électroniques de consommation courante. Elle est aussi l'occasion d'une spécialisation de certains commerçants thaïlandais ou de commissionnaires africains. A force de copier des modèles d'habits africains, de pagnes ou autres, on en conçoit



et cela devient sa propre marque (entraînant d'ailleurs des contrefaçons, sources de frustration, de pertes de marché mais aussi de fierté).

La crise de 1997/98, l'effondrement de la monnaie et la faillite de nombreuses petites usines, poussent à une ruée africaine qui va durer jusqu'en 2002 où l'entrée de la Chine dans l'OMC<sup>26</sup> manifeste aussi une plus grande facilité d'obtention de visas pour la Chine continentale. Au lieu de rester quelques jours à Hong-Kong et faire des visites quotidiennes à Shenzhen, les commissionnaires africains s'installent rapidement à Canton, Hong-Kong n'étant plus que l'aéroport d'arrivée intercontinentale de leurs clients. La décote du marché thaïlandais est alors très rapide. On l'a vu, elle ne correspond pas seulement à l'émergence de la Chine mais aussi à des conditions plus restrictives d'accès pour les opérateurs économiques africains. Le moment le plus critique est sans doute atteint en 2004 : à partir de cette période, les commerçants africains reviennent sur Bangkok, souvent mais pas toujours, après un séjour en Chine pour y compléter la palette de leurs produits ou pour « se reposer » (sic) avant de rentrer au pays.

Certes, cette reprise pour réelle qu'elle soit, ne remet pas Bangkok à son niveau précédent. Des gérants ou propriétaires africains de magasins à Bangkok expliquent par exemple qu'ils survivent certes bien que leurs chiffres d'affaires aient été réduits de plus d'un tiers mais ils espèrent que les affaires vont repartir car, disent-ils, les frustrations liées au marché chinois sont nombreuses. Ils font état non seulement d'une honnêteté variable des opérateurs chinois (la leur est intégrale...) mais aussi, et de manière récurrente, des problèmes que soulève la médiocre qualité des produits achetés en Chine. Si les profits sont excellents, les récriminations des clients sont nombreuses et, surtout, ne tardent pas. L'un des commerçants rencontrés en novembre 2006 expliquait que l'importation de motos chinoises avait été une très bonne affaire au début tant elles étaient moins chères que leurs équivalents thaïlandais. Le problème est que, dans les six mois suivant l'achat, les clients étaient revenus vers lui, le menaçant et exigeant des pièces détachées à moindre prix. Mieux valait donc revenir en Thaïlande : on avait la paix avec ses acheteurs et sa réputation demeurait sans tache. On doit cependant relativiser la valeur de vérité de ce genre de discours.

---

<sup>26</sup> Pour une discussion de cette décision, voir parmi de très nombreuses publications, Bruno Cabrillac, *Conséquences de l'adhésion de la Chine à l'OMC sur Hongkong*, Mission d'expansion économique DREE-Trésor, Hongkong, mars 2002.

Il y a une autre explication qui est intéressante, même s'il est impossible d'en déterminer la valeur en termes quantitatifs. Plusieurs commerçants rencontrés en 2006 travaillaient marginalement pour le marché de leur pays en Afrique et beaucoup plus fondamentalement pour celui créé par les communautés africaines aux Etats-Unis et en Europe. Les résidents africains sur ces continents sont, selon ces opérateurs, à la recherche de produits de meilleure qualité, même si les prix ne peuvent atteindre ceux moyens des marchés développés. Il y a donc une niche qu'ils essaient d'occuper. Ces vêtements sont pour la consommation des Africains d'Europe ou des Etats-Unis mais sont aussi achetés pour être ensuite offerts en Afrique à la famille. Il faut une qualité pour montrer la provenance....

Il faut certes lire cette périodisation avec la prudence d'usage. Il s'agit de l'évolution d'un marché telle que perçue par des opérateurs très spécifiques, peut-être même marginaux. Cela ne vaut pas une analyse macro-économique classique qui insisterait sur le fait que dès 2002 la croissance forte était de retour en Thaïlande. Mais, plus stimulant peut-être, est ce que ces transformations nous disent sur la division du travail entre la Chine populaire et ses voisins. Evidemment, cela ne vaut que comme hypothèse mais néanmoins, il est intéressant de voir que, contrairement à un certain discours qui pronostique du fait de la croissance chinoise un effondrement des autres économies de la grande région, on voit se constituer de nouvelles spécialisations et des effets de niche<sup>27</sup>.

## Sites

La présence africaine à Bangkok relève de plusieurs logiques. Il y a d'abord celle d'une grande métropole touristique où les déplacements sont aisés, la sécurité bonne. En ce sens, il y a une réelle dissémination des résidences, chacun optant pour un hôtel de son choix dans l'un des quartiers, touristique ou non, de la ville. Evidemment, comme on le notera dans la suite, cela n'exclut pas les regroupements nationalitaires mais on n'est pas du tout dans la même situation que dans d'autres cités commerciales fréquentées par les commerçants africains comme Jakarta ou Hong-Kong. A Jakarta, les Africains vivent quelquefois chez leurs commissionnaires, couchent dans des bureaux, les meubles ayant été repoussés contre les murs ou dans des chambres où étaient entreposés des colis en transit. Plus souvent, ils

---

<sup>27</sup> Une analyse autrement plus rigoureuse est proposée par exemple dans Stéphane Cieniewski, « Comment l'Asie tire profit de l'émergence chinoise », *Revue Asie*, n° 132, mai 2006.

établissent leur résidence dans des hôtels très bon marché à proximité d'un grand marché, Taba Abang, où ils achètent des textiles, de la confection et autres objets en simili cuir. A Hong-Kong, avant la grande ouverture et la migration vers Canton en 2002, les commerçants africains se retrouvaient en très grande majorité dans le quartier de Kowloon (Kau-lung), dans une immense tour - Chungking Mansions - dont les premiers étages abritaient des salles de présentation d'habillement et de chaussure, puis des tailleurs. Dans les étages supérieurs, se trouvaient de multiples pensions où s'agglutinaient dans une grande promiscuité les opérateurs économiques de chaque nationalité, ou même de chaque groupe ethnique au sein de la même nationalité. C'était un peu une Babel, un véritable carrefour du monde du voyage où Arabes, Indiens, Bangladeshi, Sri Lankais et autres Africains se retrouvaient ou plutôt coexistaient dans les mêmes lieux, partageant quelquefois les mêmes restaurants, pratiquement jamais les mêmes auberges. Une telle situation se retrouve, toutes choses égales par ailleurs, à Bangkok, comme on le verra avec le quartier de Sukhumvit, à proximité de Soi Nana.

De ce point de vue, Bangkok est donc une vraie ville. Grâce à l'ampleur du tourisme et la multitude d'hôtels de prix variable, le regroupement est plus volontaire, moins lié au coût de la chambre qui éreinte les finances de ces commerçants (comme à Hong-Kong) ou à la nécessité de faire corps contre le possible harcèlement des policiers comme en Indonésie, si l'on en croit les entretiens réalisés. Pourtant, ces opérateurs économiques s'ils vont se concentrer sur certains marchés durant la journée vont aussi converger le soir venu vers des endroits communs, peu éloignés de fait des zones fréquentées par la grande masse des touristes, principalement le quartier de Sukhumvit avec une rare prédilection pour quelques ruelles à proximité de Soi 3.

### *Des pierres et des hommes*

La première zone se situe aux alentours de l'hôtel Welcome Plaza, anciennement Royal Plaza. Dans cette zone du quartier de Silom Road, d'abord dans un hôtel puis dans quelques bars et bureaux alentours, se retrouvent les vendeurs et acheteurs de pierres semi-précieuses non taillées. Au rez-de-chaussée des bâtiments, on trouve des magasins vendant de la joaillerie plus ou moins bon marché, des pièces sans grande originalité : les vrais concepteurs sont ailleurs dans des périphéries de la capitale. Il faut aller dans les étages pour trouver les bureaux d'achats des pierres. On n'est donc pas à Chandhaburi, ville historique du

travail des pierres semi-précieuses où achats et ventes se déroulent encore pour une part sur un marché dans la rue, à ciel ouvert. On n'est pas non plus à Dubaï, où les quelques opérateurs connus par l'auteur possèdent des bureaux relativement luxueux (comme, par exemple, dans l'un des bien nommés « Goldland buildings »). La situation est différente à Bangkok mais la modestie est un gage de réussite.

Les acheteurs ne sont pas toujours des nationaux. Il y a d'abord des Africains qui achètent pour revendre. Ce sont typiquement des intermédiaires qui profitent du fait que les porteurs de pierre ont souvent une idée imprécise de la valeur des « cailloux » qu'ils sont censés vendre. Certains de ces intermédiaires ont tenté d'investir dans de petits ateliers locaux en partenariat avec d'anciens employés de firmes thaïlandaises. Cependant leur réussite ne semble pas évidente. Bien évidemment, il y a aussi d'autres opérateurs. De plus en plus, on trouve des Européens, notamment des Allemands, qui fabriquent des bijoux et ont « suivi » en quelque sorte les vendeurs africains. Juste retour des choses et respect d'une loi d'airain : la nécessité d'être à proximité du marché. La majorité est néanmoins composée de Chinois, beaucoup de Thaïlande, mais aussi de Corée du sud.

Si le quartier n'est pas le plus fringant et l'endroit plutôt décrépi, cette place joue ce rôle central depuis au moins une vingtaine d'années (les témoignages divergent) et sa visite tient aussi du pèlerinage. Cependant, on est loin de la Bourse de Chicago ou du superbe bâtiment du Stock Exchange d'Hong-Kong et le visiteur peut légitimement avoir quelques doutes sur l'importance des transactions qui s'y déroulent. Pourtant, des diplomates africains et des opérateurs affirment le contraire<sup>28</sup>.

Pour ce qui relève des nationalités, c'est l'un des endroits stratégiques des communautés malienne et guinéenne qui tendent à tenir le haut du pavé, si l'on exclut les Nigériens qui, par volonté ou à cause de leur sulfureuse réputation, sont plutôt une communauté à part qui est ostracisée en dehors du marché proprement dit. Il faudrait aussi mentionner une petite communauté congolaise de Brazzaville et de Kinshasa, qui visiblement n'a eu guère de problème à réussir son insertion et qui faisait partie en grande majorité de l'élite zaïroise que la guerre a « ruinée » au milieu des années 1990. Les vendeurs de pierre se

---

<sup>28</sup> Entretiens, Pékin octobre 2001, Jakarta 2002.

recrutent encore dans d'autres nationalités (Gambiens, Nigériens, Sénégalais, Sud-africains, Tanzaniens, notamment).

### *Du textile et des hommes*

Le second endroit est le marché de Pratunam à quelques centaines de mètres de l'hôtel Indhra et de la tour de Baiyoke qui héberge un hôtel, longtemps considéré comme le plus haut au monde. Cette zone constitue la première place de commercialisation du textile de Thaïlande avec un enfillement de supermarchés, de magasins et d'échoppes. Elle est très populaire et embouteillée en permanence depuis la création dans les années 1960 de cet immense marché. Il faut donc imaginer cet endroit comme une succession de magasins où sont vendus différents types de vêtements et un véritable labyrinthe d'échoppes où sont soldés des produits passés de mode ou de qualité basique. Si pendant la semaine, la zone grouille de monde, le dimanche la concentration est encore plus grande car les échoppes envahissent pour quelques heures les rues désertées par les voitures.

On ne doit pas ignorer la proximité d'un immense building, le Pantip Plaza, où sont regroupés sur cinq étages des stands qui vendent des produits électroniques, des ordinateurs, des portables, des logiciels, et évidemment toutes les copies possibles de ce qui est sous ce registre. Le Pantip Plaza est donc un endroit important situé à quelques centaines de mètres du marché textile. Ce n'est certes pas le seul endroit où l'on trouve ces produits (ainsi, le grand centre commercial MBK près de la place de Siam où les commerçants africains préfèrent acheter les portables). Mais, il a acquis un véritable prestige. La mise en œuvre et le respect élémentaire des lois portant sur le droit de la propriété intellectuelle restent ici très évanescents. La copie, ou la contrefaçon, semble une nécessité vitale, un droit proprement ontologique.

Un autre aspect frappant de ces deux ou trois kilomètres carrés est la variété de la population qui s'y déploie. Certes, les Africains – hommes et femmes – ont une présence qui ne peut passer inaperçue. Ils sont dans la rue, négocient dans les boutiques ou tapent sur des ordinateurs dans des cafés Internet. On les voit aussi au téléphone, appelant au pays pour valider une offre, donner un prix, s'enquérir d'une quantité de pièces à commander. Mais, ils ne sont pas les seuls. La population locale est évidemment omniprésente et la comparaison vaut avec Taba Abang plus qu'avec Chungking Mansions. Mais, il ne faut pas oublier les

autres nationalités, notamment les Chinois, les Indiens, les Népalais et aussi des touristes de Nouvelle Zélande et d'Australie qui font leur shopping. Les ressortissants de certains de ces pays sont d'ailleurs souvent cités par les commerçants africains comme les véritables opérateurs du trafic de drogue, les Nigériens se joignant plus tardivement à cette activité.

Cette zone est à la fois un marché de vêtements et de chaussures, un emplacement de présentation des produits (*showroom*) et une accumulation d'ateliers situés dans les étages des bâtiments, qui travaillent jour et nuit pour satisfaire les commandes des commerçants dans un temps relativement court, de l'ordre d'une ou deux semaines maximum selon le nombre de pièces demandées (en général, plusieurs centaines jusqu'à quelques milliers) au dire des commerçants rencontrés lors de ce travail. A côté, et également dans le dédale de ruelles qui composent ce marché, on peut aussi trouver quelques bijouteries, des hôtels à prix très modiques, quelques salons de massage, quelques cafés Internet très fréquentés par les commerçants africains anglophones et des restaurants qui servent surtout une cuisine d'Afrique de l'Ouest, notamment du Ghana et du Nigeria.

Si ces magasins bien achalandés en produits globaux (T-shirts, chemises, pantalons, etc..) constituent l'immense majorité sur ce marché, il faut noter la présence plus discrète d'autres magasins qui eux mettent en vente des produits plus spécifiquement africains, comme des pagnes, des boubous. Ces échoppes manifestent souvent des alliances commerciales durables, souvent un couple mixte, ou le choix fait par un commerçant thaïlandais de travailler avec des « rabatteurs » africains qu'il rémunère. Ce qui était frappant lors des entretiens – mais on se gardera d'en faire une remarque générale – était que ces commerçants sans être forcément très à l'aise étaient plus en prise sur l'international : l'un d'entre eux<sup>29</sup> ne rêvait que d'envoyer ses enfants à l'étranger et la grande discussion familiale était de savoir si ce serait l'Angleterre ou les Etats-Unis.

Il existe aussi quelques magasins proprement africains, en sus évidemment des restaurants. On peut acheter ainsi des vidéos nigérianes, avoir les dernières cassettes du « coupé décalé » et même se procurer un peu de musique congolaise. L'absence de chaleur dans la réception laisse penser que la méfiance est grande et que sans doute d'autres affaires y sont menées loin des regards étrangers.

---

<sup>29</sup> Entretien, novembre 2006.

C'est aussi dans cette zone que se trouve une bonne partie des petites compagnies de transitaires qui expédient le cargo surtout par avion vers l'Afrique (une moyenne de 400 à 500 kg par client, mais avec des variations de 100 kg à 800 kg) mais également par bateau, malgré des délais sensiblement plus longs.

Il est difficile pour un Européen, i.e. un « Blanc », d'y marcher sans se faire accoster par des Sierra Léonais ou des Nigériens qui s'enquêtent de sa présence et de sa curiosité et expliquent leurs activités sans doute trop vite pour qu'on puisse les croire entièrement ! Pourtant, ce quartier ne vit pas la nuit à l'exception des ateliers qui semblent fonctionner en continu, les équipes se relayant et dormant sur des matelas à même le sol. Et, même si les Africains anglophones y résident à proximité dans certains hôtels, la vie nocturne se déroule ailleurs, à quelques kilomètres de là et il n'est pas rare de voir des groupes compacts d'Africains arriver vers minuit dans la zone décrite ci-dessous.

### *La francophonie et la fête*

Le troisième secteur africain (il n'est pas qu'africain) se trouve entre deux petites rues (Soi) n° 3 et 5 qui donnent sur l'avenue de Sukhumvit : c'est l'un des quartiers chauds de la capitale thaïlandaise où bars, restaurants et autres salles affectées à des occupations diverses sont concentrés. Le soir, l'endroit abonde également de touristes occidentaux curieux des dernières maisons de confort et de jeunes filles en quête d'une bière et d'un peu plus.

C'est dans le prolongement de cet environnement un peu étrange et franchement glauque, que réside une grande majorité d'Africains francophones mais aussi quelques anglophones, les Camerounais effectuant une juste synthèse. Comme à Pratunam, les hôtels donnent lieu tendanciellement à des regroupements nationaux. La langue internationale est un premier clivage entre francophones et anglophones, puis la nationalité, puis la région. La religion ne semble pas être une donnée importante, peut-être parce que ces groupes sont trop peu nombreux et cherchent donc à se regrouper plus qu'à se diviser. Ce n'est certes pas en observant la sociabilité des ces commerçants en Asie qu'on peut conclure à l'échec de l'Etat-Nation en Afrique, car, même si les réseaux ethniques fonctionnent très bien, ils ne dissolvent pas l'identité étatique !

Ce qui est le plus étonnant est de se retrouver vers 6h le soir, avec de la musique égyptienne à tue-tête dans la rue, des gens du Golfe en train de fumer la « shisha » au bout d'une ruelle, des commerçants papoter ou se rendant à la mosquée toute proche et même les enfants rentrant de l'école coranique. C'est dans cette ambiance étrange, à quelques centaines de mètres de prostituées qui attendent leurs clients, que se mélangent ces diverses nationalités sans heurt apparent : Arabes maghrébins ou du Golfe, quelques Iraniens, beaucoup d'Africains surtout francophones mais pas uniquement (il y a un restaurant éthiopien à proximité) avec de jeunes enfants qui jouent au football ou pressent leurs parents africains de leur acheter une friandise. Bref une ambiance qui relève plus d'un conteur comme Naguib Mahfouz que d'un sociologue.

La nuit venue, les enfants rentrés, l'activité change. Les bars africains (Douala Bar et Bar de l'Union africaine) qui sont situés dans une petite impasse voient leur clientèle arriver. Se pressent les commerçants, les petits escrocs du moment et des jeunes femmes africaines au statut incertain souvent installées à demeure. La seule bière servie est Heineken, la bière locale étant trop légère pour des estomacs aussi professionnels. A l'étage, se trouvent des cantines où l'on peut manger des plats africains génériques à des prix modiques. Si ces bars fonctionnent très tard dans la nuit (et souvent bien au-delà des 2h du matin, heure légale de fermeture), ils ne sont pas les uniques lieux de regroupement. Il y a aussi un night club où l'on danse « entre Africains » même si, comme le disait un commerçant, un Français ne peut être que le bien venu. A noter d'ailleurs que les Arabes ont aussi (deux étages plus haut) leur lieu de plaisir. Mon guide n'avait que sarcasme pour un tel lieu : « ce sont des endroits où l'on sort rarement seul... ».

Ce quartier est paradoxal donc. Il a été au tout début de l'arrivée des Africains un des premiers lieux de regroupement. L'ouverture du marché textile de Pratum et la piètre réputation des Nigériens ont produit une certaine décantation. Il y a une présence musulmane plus marquée<sup>30</sup> (à cause de la mosquée toute proche) mais en même temps, on l'a compris, il y a aussi à quelques centaines de mètres des lieux de plaisir d'une discrétion mal assurée. La multiplicité des nationalités pourrait laisser croire à un ghetto mais ce n'est pas le cas car à quelques dizaines de mètres de l'auberge qui donne le titre de ce texte on a deux hôtels

---

<sup>30</sup> Notamment de femmes vêtues comme des Malaises qui peuvent donc être étrangères mais plus sûrement originaires du sud du pays.



proprement luxueux et des bars pour clients aisés. C'est, on l'aura compris, proprement surprenant...

## **Discours**

X a son père originaire du Malawi et sa mère Nigériane. Après bien des tribulations sur lesquelles il ne veut pas revenir, il se retrouve étudiant à Penang en Malaisie au milieu des années 1990. Après avoir obtenu un diplôme, il vient à Bangkok. En effet, les possibilités de faire des affaires en Malaisie sont trop réduites : il faut avoir des contacts avec des gens du gouvernement, le commerce est contrôlé et les produits sont plutôt plus chers qu'ailleurs dans la région. Dans un premier temps, il travaille comme agent et aide des commerçants du Malawi à se repérer sur le marché de Pratunam où il officie. De plus, un ami d'Université qui a la nationalité sud-africaine est rentré au pays où il exerce la médecine : il lui envoie également quelques clients et se lance lui-même parallèlement à l'exercice de la médecine dans le commerce de vêtements. Son négoce va de l'avant mais sans réellement décoller : il ne vit pas mal, a pris un appartement et n'a pas de souci d'argent. Sa chance arrive lors d'une rencontre chez l'ambassadeur du Nigeria : il fait la connaissance d'un afro-américain d'origine nigériane qui lui passe une grosse commande de jeans. C'est lui qui avance une somme rondelette, 50 000 USD, en empruntant à des connaissances. Tout se passe très bien puis un second achat de 20 000 USD se déroule également sans problème. La confiance étant acquise, cet Américain le met en relation avec des amis nigériens habitant à Londres. Le procédé est le même et eux lui versent l'argent par Western Union. Il se fait son bénéfice de deux façons : par une différence entre le prix de gros et celui de mi-gros donné à ses correspondants et ensuite par une commission sur les achats qui est de quelques pour cent. Lui reste dans le secteur textile car il faut comprendre comment fonctionne le marché à Bangkok mais il a des amis qui sont plus téméraires et vont toutes les six semaines à HongKong acheter 500 kg de montres qu'ils revendent ensuite en Afrique du sud. (Entretien 2000)

Z est Camerounais mais a quitté son pays depuis de très longues années, il a notamment séjourné au Congo Brazzaville, à Kinshasa – il parle le lingala - mais également en Martinique. Il n'est pas venu directement en Asie. Au début, il faisait le commerce de l'or et occasionnellement de pierres précieuses du Congo qu'il allait vendre à Doubaï. Mais les séjours à Doubaï n'étaient pas les plus aisés : les hôtels sont chers, il faut payer le visa et

« nous sommes des hommes mais on ne peut pas payer 100 dollars pour avoir une Russe d'autant qu'elles ont peur des Noirs et demandent le double ou le triple » [sic]. Finalement, il a suivi sa femme à Singapour où elle travaille dans une entreprise française et lui fait des longs séjours à Bangkok pour accompagner des compatriotes et des Congolais qui ne parlent pas anglais, leur montrer les meilleurs prix. Bangkok est agréable car il y a peu de problème de résidence et si la police crée des difficultés, il suffit de payer un peu. La vie est bon marché, comme les filles et la bière. Selon lui, il y a une espèce de spécialisation. Les Indiens sont dans la drogue, comme les Nigériens et les Libériens (il n'y a pas de vrais Sierra Léonais, les passeports sont des faux). Les autres Africains sont dans la contrefaçon et la fausse monnaie mais les commerçants locaux ou ne s'en aperçoivent pas ou s'en moquent car l'argent est recyclé autre part. Certains utilisent également les cartes de crédit ou Western Union mais le problème est que cette compagnie paie en monnaie locale et qu'on perd trop sur les taux de change. Il n'a jamais vu des gens dépenser plus que 50 000 USD et même cette somme est peu commune. Maliens et Guinéens se sont divisés les filières : les premiers contrôlent le marché des vêtements pour enfants, les seconds celui de l'étoffe. Les Congolais installés ici sont assez nombreux mais ils ont été ruinés par la guerre dans leur pays et ne sont pas très actifs sur le marché. L'acheminement des biens n'est pas un problème mais il faut éviter les pays européens car il y a trop de contrôles sur la contrefaçon... (Entretien novembre 2002)

W est togolais. Il était soudeur au pays mais n'était pas bien payé et a eu un accident du travail qui a limité son usage d'un bras. Pendant deux ans, il ne fait rien, reste dans la famille. C'est son frère aîné, installé depuis sept ans à Bangkok, qui finalement le fait venir en Thaïlande en 2003. La trajectoire de ce dernier n'est pas la moins intéressante car il fait partie des quelques dizaines de footballeurs africains qui, dans la lignée de Georges Weah, ont été un moment embauchés en Corée du sud et en Indonésie. Mais le rayonnement du football africain n'a pas duré et il a fallu trouver un autre moyen de vivre. Dans un premier temps, il a été un commissionnaire, puis a développé des liens avec des ateliers locaux pour leur donner le monopole des commandes qu'il obtenait. L'affaire a bien marché jusqu'en 2003 mais il a fallu évoluer. Lui est donc parti à Canton où il a ouvert un nouveau bureau et son jeune frère s'est installé à demeure à Bangkok. Il parle maintenant le thaï et l'anglais suffisamment pour être un intermédiaire prisé par les voyageurs africains. Il a une compagne thaïlandaise –il n'est pas marié, précise-t-il. Pour lui, finalement les femmes thaïes sont mieux, elles sont faciles à vivre et gentilles à l'inverse des hommes qui calculent et ont souvent des desseins

impénétrables. Mais il lui faut rester fidèle car, s'il devenait volage, elle irait voir la police et très rapidement le ferait mettre en prison, ou expulser du pays sans autre forme de procès. Comme il est arrivé à un moment où le marché était en train de sombrer, il est plein d'optimisme devant la reprise sensible depuis 2005 et multiplie les anecdotes sur les désillusions produites par le marché chinois. (Entretien, novembre 2006)

Y est guinéen. Il était basé pendant longtemps à Nairobi et vendait des pierres semi-précieuses brutes en Allemagne. A partir de 1988, il venait à Bangkok et faisait ses affaires au Wellcome Plaza Hôtel dans le quartier de Bangrad. Il y avait dans le quartier d'autres négociants comme lui, surtout des Hindous, des Brésiliens, des Allemands et d'autres Africains. Il entreprenait alors ce voyage deux ou trois fois par an. Mais en 1991, il décidait de changer de profession et s'installait à Bangkok. C'était une époque où il y avait beaucoup d'Africains, des Sénégalais (ils sont maintenant plutôt à Canton), des Maliens, des Guinéens et d'autres nationalités qui faisaient du commerce, vendaient des pierres et achetaient tout ce qu'on trouvait alors. Lui se spécialisait rapidement dans les tissus africains et les chaussures pour enfant. Les affaires étaient bonnes et il gagnait bien sa vie. Avec la crise de 1997, la monnaie locale se dévaluait et de nombreux Africains accourraient pour faire de bonnes affaires. Alors que dans ces années, il pouvait vendre 20 000 à 30 000 paires de chaussures en un mois, à partir de 2003 les ventes s'étaient effondrées et n'avaient que légèrement reprises à partir de 2005. Si ce n'était son âge (plus de 65 ans), il aurait sans doute fermé boutique. Il n'a jamais pris femme ou compagne ici : il dit que les Asiatiques et les Africains ne se comprennent pas et ne connaissent pas. Comme il est un musulman pratiquant, il a fait venir un temps sa femme et ses enfants. Aujourd'hui, il est seul avec l'une de ses deux filles. L'autre étudie en Angleterre et sa mère veille sur les autres enfants qui se sont établis aux Etats-Unis. Pour lui, le clivage avec les Anglophones est d'ailleurs religieux (les Nigériens omniprésents sont souvent des Igbo) : « nous n'avons pas la même religion, nous ne pouvons pas nous rencontrer ». Par contre, il a des amitiés avec quelques Egyptiens, Marocains et Tunisiens qui sont également installés dans le même quartier et se retrouvent tous à la mosquée le soir. Mais, enfin, nul clash de civilisations : il passe l'essentiel de ses loisirs à regarder TV5.... (Entretien, novembre 2006)

## De l'étrangeté et de son interprétation

Pour conclure, on voudrait ici revenir sur quelques thèmes qui traversent certaines les études réalisées dans le cadre de cette recherche sur l'anthropologie du voyage. Il s'agit de fournir plutôt matière à de nouvelles pistes que de notes conclusives mais néanmoins, ces remarques peuvent avoir quelque valeur dans un exercice comparatif.

Il y a d'abord quelque chose qui relève de l'évidence du voyage ou plutôt de la très grande singularité de l'immobilisme. Tous les entretiens mettent l'accent sur un dispositif commun : chercher le producteur, outrepasser les intermédiaires, aller jusqu'à la production du bien. Dans le même temps, tous décrivent le recours nécessaire aux intermédiaires, à ceux qui vont faire les nécessaires introductions sur le marché, à ceux aussi qui vont prendre soin du transport des marchandises. Reste alors l'éloignement, la valorisation par l'accès à un univers qu'on décrit au pays comme énigmatique, inconnu, peut-être même hostile (ainsi la multiplication des remarques sur le comportement policier).

Cette nécessité d'aller aux origines du marché, à la production est un peu mythique mais elle semble aussi fonctionner comme un rituel d'initiation. En effet, à la question de savoir s'ils vont continuer ainsi, la plupart répond que'il y a un âge où il sied de rentrer au pays, de prendre épouse et de s'établir dignement. Avant, il faut consumer dans le marché sa jeunesse. Il y aurait donc une histoire biologique du voyageur, un temps du nomadisme et un temps de la sédentarité. Il n'est pas sûr que ce discours ait d'autre fonction que celle de se rassurer sur les racines jamais perdues malgré l'éloignement. Quant au retour définitif, il est toujours retardé à cause d'un dernier voyage à faire, d'un dernier coup à réussir, d'une chance qu'on va enfin saisir.

Comment alors définir cette compétence à la mobilité qu'évoquent d'autres contributeurs ? Ce qui frappe à ce stade de la recherche c'est que ces entrepreneurs sont déjà souvent internationalisés. Ils vivent dans des pays qui ne sont pas les leurs avant de venir vers l'Asie, leurs parents les plus proches ont aussi des trajectoires migratoires (ou de circulation, doit-on dire ici) tout à fait considérables. Si tel n'est pas le cas, c'est que ces parents participent par leur sédentarité à celles d'autres, prennent soin au pays des affaires, revendent les marchandises et participent ainsi à la reproduction du capital commercial vital pour maintenir le cycle des voyages.

Une autre facette est aussi importante : si la langue nous impose l'image du cercle, la réalité est autre. De fait, même s'il y a une relative stabilité dans les voyages, ceux-ci se doivent d'évoluer : par exemple, en novembre 2006, sur la base d'une reprise (partielle) du marché thaïlandais, un groupe de commerçants camerounais est parti à Jakarta car si la Thaïlande rebondissait, l'Indonésie ferait de même. Derrière cette apparente rationalité économique, il y a la volonté d'aller au-delà, de ne pas s'enfermer dans un cycle qui, en limitant l'espace de circulation, s'interdit la compétition et la surprise.

Un dernier aspect est important : le voyageur n'est ni diasporique, ni migrant. On le voit dans les rapports qui se nouent entre opérateurs économiques africains installés et voyageurs. On le voit aussi dans cette supériorité affichée que permet la connaissance d'un lointain ignoré des autres. De la même manière que dans leurs activités, ils magnifient la circulation des biens plus que le profit, dans la menée de leur propre existence circuler devient un impératif de la réussite.